

22 février 2012

LE HUFFINGTON POST

en association avec le Groupe Le Monde



René Dosière

Député de l'Aisne, apparenté PS

L'appât du gain peut-il servir l'intérêt général en politique?

Publication: 22/02/2012 08:42

A l'aube du XXème siècle, le jeune Charles Péguy écrivait "la révolution sociale sera morale ou elle ne sera pas". Cette formule me paraît particulièrement adaptée à la situation actuelle de la France.

L'ampleur des déficits publics, que rappelle à nouveau la Cour des Comptes dans son récent rapport public, exige une politique de rigueur ou d'austérité - ne jouons pas sur les mots - à forte intensité.

Actuellement, la France emprunte, chaque heure, 22 millions d'euros pour pouvoir financer les dépenses de l'Etat. Simultanément, cette dette génère le paiement d'intérêts qui se montent à 5,5 millions par heure.

Si nous ne réduisons pas massivement notre endettement dans un délai de trois à cinq ans, le risque existe de ne plus contrôler la montée des intérêts ni celle de l'endettement.

L'objectif est connu : réduire, chaque année, pendant au moins trois ans, notre déficit de 20 milliards d'euros.

Il appartiendra au gouvernement issu des élections présidentielles et législatives de déterminer les mesures concrètes permettant d'y parvenir : qu'il s'agisse de réduction de dépenses et/ou de hausse des prélèvements obligatoires.

L'ampleur des efforts à fournir pour y parvenir n'échappe à personne.

Pour ce faire, deux exigences, constituent autant de préalables.

Les efforts - voire les sacrifices - qui seront exigés des Français doivent être équitablement répartis, en proportion de leur capacité contributive.

En second lieu, il est indispensable que les responsables publics donnent l'exemple en matière de train de vie.

Tel est le sens de l'action que je mène en proposant de mettre fin aux abus existant en ce domaine, qu'il s'agisse du cumul des indemnités publiques, de l'opacité qui règne en matière de frais de représentation ou de patrimoine etc. Réduire le train de vie des pouvoirs publics ne conduit pas à diminuer nos déficits, compte tenu des montants en cause.

Deux exemples : le total des indemnités perçues par l'ensemble des élus locaux, 1,6 milliard d'euros représente 0,75% des budgets concernés ! De leur côté, les budgets réunis de l'exécutif (Présidence et Gouvernement) n'atteignent pas 0,5% des dépenses de l'Etat !

Mais si les économies attendues en ce domaine sont modestes, leur exemplarité présente un impact considérable.

Dans une société qui place l'argent au centre de ses références, le discours des responsables politiques sur le désintéressement financier de leur engagement politique n'est pas crédible. C'est pourquoi je réclame des gestes à fort impact symbolique.

A cet effet, il convient de placer la morale au coeur de l'action politique. Quand on voit la défiance grandissante entre les citoyens et les élus locaux ou nationaux, on se dit qu'il n'est pas de redressement possible dans notre pays, sans rétablissement de la confiance du peuple envers ses représentants. Mais pour retrouver la confiance des citoyens, il importe que les responsables politiques accordent à la morale, et surtout pas au moralisme, - à l'éthique, si l'on préfère ce terme quand Robespierre parlait, lui, de vertu et Péguy, de mystique - , la place prépondérante qui devrait être la sienne dans l'action publique. Comme l'écrivait Léon Blum dès 1919 : "Le socialisme est une morale, presque une religion". Cette dimension éthique sans laquelle il n'est pas d'action publique digne de ce nom est exigeante.

C'est pourquoi, je plaide pour une vie politique dont la finalité demeure exclusivement l'intérêt général et non l'attrait de l'argent. Quand on choisit le service public, comme fonctionnaire ou comme élu, on sait que l'argent ne sera pas l'instrument de mesure de la réussite professionnelle. On préfère les valeurs de l'esprit aux valeurs boursières.

Pour autant, la rémunération doit être suffisante pour permettre l'accès des non-fortunés à la vie politique et une vie digne pour les serviteurs de l'Etat.

Mais au-delà, je plaide pour un train de vie excluant le clinquant ou l'ostentatoire et qui maintient strictement la séparation vie publique/ vie privée. La transparence n'est pas le voyeurisme et il n'est pas souhaitable de transposer le système américain dans nos sociétés européennes.

Les Français ne réclament pas des élus parfaits. Ils veulent des élus proches d'eux et qui ne vivent pas sur une autre planète.

Contrairement aux apparences, un Etat modeste est un Etat fort car seul un Etat modeste est capable de susciter la confiance populaire.